Dernière mise à jour le 23 juin 2020

Coronavirus : mise au point de l'Ordre des médecins sur les certificats de reprise du travail

Des entreprises ayant demandé à leurs salariés reprenant le travail un certificat d'aptitude à la reprise ou de non-contagiosité, le Conseil National de l'Ordre des Médecins a fait une mise au point par communiqué.

Sommaire

- Pas de certificat de reprise ou de non-contagiosité
- Compétence du médecin du travail
- Référence

Le Conseil National de l'Ordre des Médecins (CNOM) a demandé à plusieurs reprises aux pouvoirs publics et aux autorités sanitaires de prendre toutes les dispositions matérielles et juridiques pour lever les freins préjudiciables à la prise en charge des patients tant dans les cabinets médicaux et que dans les établissements de santé.

Des consultations et des prises en charge requises par l'état de santé des patients ont en effet souvent été reportées sine die du fait du confinement.

Pas de certificat de reprise ou de non-contagiosité

A l'occasion des premières consultations après le confinement, les médecins peuvent être sollicités par des salariés pour établir un certificat d'aptitude à une reprise du travail faisant suite à un arrêt de travail.

Cette démarche résulte ou non d'une demande de l'employeur.

Le CNOM rappelle aux médecins, aux salariés et à leurs employeurs des règles simples :

- Un arrêt de travail arrivant à terme entraîne la reprise de manière automatique dès le lendemain du dernier jour de l'arrêt.
- Le médecin traitant n'a pas à intervenir dans cette reprise, sauf pour les situations d'accident du travail (AT)

ou de maladie professionnelle (MP) où il établit un certificat médical de reprise AT ou MP, que cette reprise de travail soit à temps complet ou allégé pour raison médicale.

- La demande de certificat de reprise ne repose sur aucun texte et un salarié ne peut se voir empêché de travailler, après la fin de son arrêt, pour non-production d'un tel certificat.

Les mêmes observations sont valables pour des certificats de « non-contagiosité » parfois réclamés sans fondement légal ni justification médicale par des employeurs.

Compétence du médecin du travail

Seul le médecin du travail est habilité à intervenir dans la reprise des salariés, suivant les conditions et procédures décrites par le code du travail ou la réglementation spécifique à l'état d'urgence sanitaire.

Référence

Communiqué de presse du Conseil National de l'Ordre des Médecins du 26 mai 2020.
Retrouvez l'ensemble des dispositions relatives à la reprise d'activité :

<https://www.legisocial.fr/dossiers-premium/reprise-activite-cadre-crise-sanitaire.html> »